

# QUOI de neuf ?

On pourra m'ôter cette vie,  
mais on n'ôteindra pas  
mon chant.

Louis Aragon

La lettre du groupe des élus communistes, républicains et citoyens de Lille Métropole Communauté Urbaine

## Kaboul l'enfer



«Je suis fier d'être du Nord - Pas de Calais, une région solidaire qui se mobilise pour les droits les plus fondamentaux de l'homme, celui de vivre qui n'est même pas accordé aux jeunes ressortissants afghans expulsés vers leur pays en guerre, au péril de leur vie». Michelle Demessine, Sénatrice du Nord et Vice-Présidente à la Communauté Urbaine de Lille, qui était à l'aéroport de Lesquin le 20 octobre dernier s'est fermement opposée à l'expulsion de 27 jeunes migrants après la destruction de la «jungle» de Calais.

«Refouler ces migrants dans un pays en guerre est une véritable honte pour notre pays ! La France, et au-delà l'Europe, ont le devoir d'accorder leur protection à ces hommes. Ne pas le faire, c'est mettre consciemment leur vie en danger. Ne pas le faire, c'est bafouer un droit fondamental : celui de demander l'asile.»

Le gouvernement a récidivé en renvoyant 9 nouveaux Afghans dans ce pays en guerre. Eric Besson, Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, avait pourtant promis de ne plus recourir à ces « charters de la honte » tant que la situation ne se serait pas améliorée en Afghanistan. «C'est pourtant bien l'inverse qui est en cours, dénonçait Michelle Demessine en appelant solennellement le Premier Ministre à ne pas procéder à ces expulsions, puisque l'insécurité y est en perpétuelle augmentation». «Cette décision est indigne de notre pays, celui des droits de l'homme». 2 118 civils, selon l'ONU, ont été tués en Afghanistan, en 2008.

Michelle Demessine s'était, par ailleurs, rendue en novembre dernier à Kaboul sous les bombes, dans le cadre d'une mission d'observation du Sénat.

## Copenhague en débat à Lille Métropole

### Il est temps de changer d'ère

Le dernier Conseil de Communauté se tenait au moment même où plus de 190 Etats de la planète tentaient, à Copenhague, de donner un successeur au protocole de Kyoto. L'occasion, pour les élus communautaires, d'émettre unanimement le vœu que Lille Métropole devienne signataire de l'appel «Ultimatum climatique» pour peser sur l'engagement de la France dans les négociations de Copenhague. Cette conférence mondiale s'est soldée par un lamentable échec.

Dans ce contexte exceptionnel, Bernard Debreu, président du groupe Communiste, Républicain et Citoyen, s'est félicité d'une «nouvelle conscience mondiale qui pourrait marquer l'ouverture d'une ère nouvelle pour l'humanité, car le réchauffement climatique bouleverse, jusqu'à le menacer, le système Terre». Et d'ajouter : «Il s'agit d'obtenir des engagements contraignants et des objectifs chiffrés globaux et pas seulement une somme d'objectifs nationaux imprécis.»

### 1000 milliards pour les banques, combien pour le climat ?

Pour l'élu communiste, «Jamais le besoin de solidarité entre les Etats et entre les populations n'a été aussi indispensable. L'humanité ne peut faire face aux enjeux du défi climatique sans cette absolue solidarité mondiale. C'est l'exact opposé de la promotion de la concurrence, du chacun pour soi, dans une compétition qui ne peut que s'avérer meurtrière.»

B. Debreu s'interroge aussi sur l'engagement de l'Union Européenne de réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 (alors qu'il faudrait en réduire entre 25 et 50%) quand la Commission Européenne envi-

sage d'exonérer de tout effort 164 secteurs industriels, au nom de la compétitivité ?

«Côté finances, si l'Europe se mettait d'accord, ce serait au total sur deux milliards d'euros pour quelques années. Un simple chiffre en comparaison : le total des aides des 27 pays de l'Union Européenne aux banques pour conjurer la crise avoisine les 1000 milliards d'euros !

Les privatisations des secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau, des médicaments, des semences agricoles conduisent à cette marchandisation toujours plus grande, incompatible avec le respect et la préservation de l'environnement.

« Il n'y a pas de développement durable sans développement social et humain. La préservation de l'environnement est indissociable de la justice, de la démocratie et de la solidarité mondiale. L'avenir de l'espèce humaine passe par un saut de civilisation qualitatif où les biens communs sont gérés au service de tous, contrôlés grâce à des pouvoirs d'intervention des populations sur les choix à décider en commun.

Bernard Debreu y voit là tout le sens de l'engagement des communistes de la Communauté Urbaine de Lille.

## ● Le vœu des communistes pour la Poste

Le groupe Communiste, Républicain et Citoyen a fait voter, au Conseil de Communauté du 2 octobre dernier, un vœu relatif à l'avenir du service public postal. En voici l'essentiel :

«Le Gouvernement envisage de changer le statut de la Poste, en transformant cet établissement en Société Anonyme. Les discours rassurants de nos dirigeants ne peuvent suffire à lever les craintes qui s'expriment chez les élus de toutes tendances quant au maintien et au développement des activités postales de proximité, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

L'Etat ne détient plus aujourd'hui que 26,97% du capital de France Télécom et 35,6% de celui de GDF SUEZ !

Le Comité National contre la privatisation de la Poste a impulsé des milliers d'initiatives dans tout le pays afin que l'ensemble des Français puisse donner un avis sur ce projet.

75% des Français voteraient «NON» si leur avis était sollicité par référendum\* sur le changement de statut de la Poste.

En tant qu'élus de Lille Métropole Communauté Urbaine, nous contribuons par nos décisions à équiper nos communes et nos territoires afin d'assurer leur développement. C'est pour cette raison que nous souhaitons ici exprimer notre soutien à la « consultation citoyenne ».

Le service public postal de proximité est lui aussi un outil du développement de nos territoires, urbains et ruraux. Nous militons pour un service public modernisé et démocratisé, c'est pourquoi, dans notre riche diversité nous votons NON au changement de statut de la Poste.

**\* Deux millions de personnes ont dit NON lors de la votation citoyenne du 3 octobre 2009.**

René Gabrelle au Conseil du 2 octobre 2009

# Des transports gratuits, à étudier, vite !

La tension monte autour de la mobilité et les conditions d'accès aux transports collectifs surtout chez les jeunes et les retraités. Un récent débat à Ronchin sur cette question, auquel on notait une forte participation des jeunes, en a montré toute l'ampleur. En toile de fond, la demande d'une gestion publique des transports collectifs. Les retraités n'étaient pas en reste, comme en témoigne l'action menée dans le hall de la communauté urbaine par le Collectif retraite de la CGT l'après-midi même du Conseil. Pour ceux-là, «la gratuité est une urgence».

## Une gratuité progressive

René Gabrelle, pour le groupe Communiste, Républicain et Citoyen, demande depuis longtemps qu'une étude sérieuse et indépendante soit réalisée pour évaluer la faisabilité de la gratuité progressive du réseau de transports Lillois. *J'invite les jeunes*, disait-il, dans son intervention au Conseil de Communauté du 2 octobre dernier, à agir sur le territoire de la Communauté urbaine et au delà,



René Gabrelle est allé à la rencontre des retraités CGT présents dans le hall de la CUDL. Ils demandent depuis longtemps la gratuité des transports dès la mise à la retraite et sans horaires imposés. Les étudiants et les jeunes en général leur emboîtent le pas...

comme leurs camarades, à Toulouse, où la Communauté d'Agglomération vient d'instituer un titre mensuel à 10€ pour les jeunes de moins de 25 ans. On ne peut pas être moins progressistes que nos collègues de Toulouse !

## Vigilance et exigence dans le cahier des charges de la DSP

René Gabrelle, désigné suppléant dans la Commission d'élus chargés de la «Délégation de Service Public» du transport, après l'insistance du groupe Communiste Républicain et Citoyen, sera particulièrement vigilant quant au contenu de cette DSP, notamment pour la tarification et les modalités d'accès au transport public. *Je veillerais aussi, dans le cahier des charges qui sera imposé au nouveau délégataire, sur un point important ; l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Nous devons faire beaucoup plus sur cette question notamment dans l'articulation entre le transport dédié et le transport ordinaire. L'harmonisation des tarifs comme l'amélioration de l'amplitude horaire sont là aussi indispensables».*

**Le Collectif retraite de la CGT a rencontré le Vice-Président au Transport, Eric Quiquet et le Directeur de Cabinet de Martine Aubry, Jean-Marc Germain. Il en ressort des avancées significatives comme la suppression des contraintes horaires pour ceux qui ont la carte gratuite, la révision du revenu fiscal de référence et éventuellement un forfait de 1€ par jour. Le calendrier n'est cependant pas encore connu.**



Dettes et emprunts toxiques à LMCU

## «Ce mur de l'argent qui partage l'humanité»

La délibération-cadre votée fixe désormais les bonnes pratiques avec les banques sans pour autant les contraindre.



La délibération cadre votée au Conseil de Communauté du 6 novembre dernier proposait une convention de partenariat entre la Communauté et ses partenaires financiers rappelant les usages et bonnes pratiques en matière de financement. «A ce sujet, Eric Bocquet soulignait son

septicisme, «cette charte n'est sans doute pas suffisante pour les établissements financiers. Nous souhaiterions que les contrats qui nous lient aux banques induisent véritablement des obligations légales voire opposables pour nos prêteurs !»

En insistant sur le nécessaire respect des financiers à l'égard de la collectivité, Eric Bocquet s'est littéralement insurgé contre «les attitudes inadmissibles de certaines banques» qui ont refusé de s'engager

pour assurer la pérennisation du Peignage Dumortier à Tourcoing, malgré les garanties. «Personne ne peut accepter que l'avenir d'une entreprise ou d'une collectivité dépende du bon vouloir d'un financier quel qu'il soit ! Ni diabolisation, ni angélisme de notre part mais réaffirmation du respect nécessaire des gens que nous représentons.»

Dans la même logique, il rappelait la proposition de création d'un grand pôle public financier, dont les priorités seraient :

**Nous proposons la création d'un grand pôle public financier, dont les priorités seraient :**

1. le développement humain !  
Enfin, au moment où en Europe on célébrait les 20 ans de la chute du mur de Berlin, le maire de Marquillies indiquait que «d'autres murs existent de par le monde, en Palestine, aux Etats Unis, mais je pense aussi à ce mur de l'argent qui partage l'humanité et qui tourne le dos à ses grands besoins.

Débat d'Orientation budgétaire 2010

## Encore des hausses

Les communistes refusent les hausses prévues dans les transports, l'eau, l'assainissement, les ordures ménagères et demandent de réorienter l'argent.

Les ressources générées par la taxe professionnelle dans le budget communautaire cette année ont été supérieures aux prévisions de + de 4%, c'est une information importante qui montre bien le caractère essentiel de cette ressource dynamique dans celles des collectivités, et montre bien, à contrario, combien la décision de sa suppression risque de porter un coup très grave au développement des collectivités. Les dotations d'Etat annoncées dans la loi de finances pour 2010 sont de + 0,6 % pour la dotation globale de fonctionnement, de + 0,3 % pour la dotation de compensation et de -2 % pour la dotation d'intercommunalité.

«Les propositions de hausses des taux ne peuvent pas être examinées sans faire le bilan de ce qui avait été décidé ici même l'an dernier, signalait Eric Bocquet pour le groupe Communiste. J'ai en tête la hausse de 10% de la taxe d'assainissement que nous n'avons pas votée à l'époque qui n'a même pas permis de dégager de ressources nouvelles compte-tenu de la diminution de la consommation d'eau dans la Métropole constatée cette année (diminution de la recette de 1,5%). Autrement dit, nous sommes dans un paradoxe terrible, les contribuables perdent du pouvoir d'achat et notre collectivité n'en gagne pas !»

De nouvelles hausses ont été évoquées, à savoir des hausses de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de 3%, de la taxe d'assainissement de 4% et enfin des tarifs transports de 3%, hausses supérieures à l'inflation. Le contexte économique et social s'est considérablement dégradé tandis que la santé financière des banques s'est nettement améliorée cette année (BNP PARIBAS, 1,3 milliard d'€ de bénéfices au 3<sup>ème</sup> trimestre, + 45 %).

«Les hausses que nous déciderions pèseraient davantage encore pour ceux de nos concitoyens qui vivent les situations les plus précaires, poursuivait Eric Bocquet. Il proposait d'ailleurs, avec les marges financières dégagées par les intérêts des prêts, de ne pas appliquer de nouvelle hausse «dommageable à l'ensemble des contribuables».

## Ensemble et mutuellement

Thérèse Jacquot, très impliquée dans la défense des personnes «sans-papiers» se félicite de l'ambition affichée de la Communauté Urbaine dans la délibération-cadre Relations Internationales.



**L**e groupe Communiste, Républicain et Citoyen s'est réjoui du contenu ambitieux de la délibération-cadre relative aux relations internationales, qui situe le positionnement de Lille Métropole au regard des enjeux mondiaux et exprime l'exigence de coopérations et de solidarité avec les peuples. «Nos coopérations doivent contribuer à permettre un réel développement, hors de toute tutelle, notamment en direction des pays meurtris par les difficultés économiques et sociales, par la guerre et les corruptions. Nous partageons l'idée de mutualiser nos compétences, nos analyses et nos actions notamment avec les municipalités pour appréhender les problématiques dans leur ensemble et ainsi éviter le chacun pour soi. Nous pensons également au Moyen-Orient et à la

*Palestine où la pertinence de nos actions exige une analyse fine autant qu'une parfaite cohérence pour aider à sortir de l'impasse et être vraiment utile aux peuples de cette région. Pourquoi ne pas envisager la création d'une maison de la Palestine. J'ajoute qu'en 2010 a lieu la Conférence internationale sur les villes ayant des projets sur la Palestine, nous devons y prendre part.*

*Notre texte évoque aussi la question de l'immigration et leurs causes. Nous n'oublions pas la situation faite aux personnes sans papier, de toutes origines, sur notre territoire.*

*Sur un autre plan, j'ai bien noté qu'à tous les échelons de la délibération sont rappelés les différentes compétences de Lille Métropole, comme l'économie, l'habitat, le développement durable, la culture..., il me semble utile aussi d'y ajouter le tourisme.*

*Par ailleurs, l'importance de développer une citoyenneté à l'international va permettre à toutes nos communes qui veulent s'y investir, d'y prendre part, y compris pour celles qui ne pouvaient, par manque de moyens y contribuer jusqu'alors.»*

## Les élus vent debout

**La réforme des collectivités territoriales et de la suppression de la taxe professionnelle** était au coeur des 37<sup>ème</sup> journées nationales des Communautés Urbaines de France organisées à Bordeaux. René Gabrelle y représentait le groupe des élus Communistes, Républicains et Citoyens de Lille Métropole.

**C**haque année, les représentants des 16 communautés Urbaines de France consacrent deux jours de travaux pour faire le point sur des questions importantes concernant les collectivités. Des Ateliers sont organisés pour permettre des échanges entre délégations.

Cette année, c'est à Bordeaux qu'ont eu lieu ces journées et l'actualité, faite de la réforme territoriale et de la suppression de la taxe professionnelle, a été abondamment discutée.

Une très large majorité des présidents de Communautés Urbaines, pour ne pas dire l'unanimité, a remis en cause les intentions du gouvernement sur ce sujet. Une condamnation sans équivoque de la part des élus.

Les élus communistes, représentés dans dix communautés urbaines, ont tenu une conférence de presse (ils fu-

rent les seuls), pour présenter une résolution dans laquelle ils rappellent notamment le besoin d'élargir les bases du nouvel impôt économique aux actifs financiers des grandes entreprises.

«L'heure n'est plus seulement à dénoncer mais à agir avec toutes les collectivités territoriales et toutes les populations» a déclaré Max Guichard, vice-président de la Communauté Urbaine de Bordeaux ; et de proposer d'intervenir ensemble, dans un très large appel, auprès du gouvernement, pour demander à surseoir à la suppression de la taxe professionnelle, et d'étudier les moyens d'une contribution juste, incluant les actifs financiers.

René Gabrelle

*Etaient représentés par des élus communistes, les C.U. de Toulouse, Le Mans, Lyon, Lille, Bordeaux, Nantes, Monceau les Mines, Brest, Nice et Marseille.*

✂.....

**Si vous souhaitez recevoir régulièrement la lettre du groupe**

**Nom et prénom**

**Adresse**

**Tél**

**mail**

A retourner au groupe CRC - LMCU - Hôtel de Communauté - Bureau 111 - 1, rue du Ballon - BP 749 - 59034 Lille Cedex.

### Quoi de Neuf ?

la lettre du groupe des élus communistes, républicains et citoyens  
Lille Métropole  
Communauté Urbaine  
Bureau 111, Hôtel de communauté  
1, rue du Ballon - BP 749 - 59034 Lille  
Cedex

Pour joindre le groupe :  
Dorothee Leignel : 03 20 21 21 94  
Fax : 03 20 21 22 49  
dleignel@cudl-lille.fr